



Les organismes de gestion agréés au service du développement des petites entreprises



Infos juridiques & fiscales

MESURES JURIDIQUES, FISCALES ET SOCIALES DE LA LOI « POUR UNE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE »

La loi « pour une société de confiance » a été promulguée le 10 août 2018 et contient à la fois des mesures fiscales, sociales et juridiques.

[Lire la suite...](#)



PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE : REHAUSSEMENT DU TAUX DE L'ACOMPTE VERSÉ AUX BÉNÉFICIAIRES DE CERTAINS CRÉDITS ET RÉDUCTIONS D'IMPÔT



L'Administration apporte des précisions sur le rehaussement du taux de cet acompte. [Lire la suite...](#)

NOUVEAUTÉS POUR LE CALCUL DE LA CVAE

L'Administration vient de clarifier sa doctrine applicable à compter du 1er juillet 2018 concernant les conditions de conservation des factures de ventes créées sous forme informatique et transmises sur support papier. [Lire la suite...](#)



COMMENTAIRES ADMINISTRATIFS DE L'AJUSTEMENT DE L'IMPUTATION DES MOINS-VALUES À LONG TERME SUR LE RÉSULTAT IMPOSABLE EN CAS DE LIQUIDATION



L'Administration apporte des précisions sur les modalités d'imputation. [Lire la suite...](#)

COMMENTAIRES ADMINISTRATIFS DE L'EXONÉRATION DE COTISATION MINIMUM DE CFE POUR LES TRÈS PETITES ENTREPRISES

L'Administration commente la mise en place, à compter du 1er janvier 2019, d'une exonération de cotisation minimum de CFE pour les très petites entreprises. [Lire la suite...](#)



INAPPLICATION DU DISPOSITIF ZRR EN CAS DE DÉPLACEMENT OU DE REGROUPEMENT D'ACTIVITÉS DANS UNE MÊME COMMUNE

Dans une réponse ministérielle, l'Administration précise ce qui relève de la qualification de transfert d'activité préexistante. [Lire la suite...](#)



COMMENTAIRES ADMINISTRATIFS DU NOUVEAU DISPOSITIF D'EXONÉRATION DANS LES BASSINS URBAINS À DYNAMISER

L'Administration commente les exonérations d'impôts sur les bénéfices, de contribution économique territoriale et de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des entreprises établies dans un bassin urbain à redynamiser.

[Lire la suite...](#)



COMMENTAIRES ADMINISTRATIFS RELATIFS À L'ABATTEMENT EXCEPTIONNEL DE 70 % OU 85 % SUR LES PLUS-VALUES DE CESSION D'IMMEUBLES DANS LES ZONES TENDUES



L'Administration commente le nouvel abattement temporaire de 70 % ou 85 % sur les plus-values de cession d'immeubles dans les zones tendues. [Lire la suite...](#)

COMMENTAIRES ADMINISTRATIFS DU NOUVEL ABATTEMENT FACULTATIF DE TAXE FONCIÈRE EN FAVEUR DES COMMERCES DE DÉTAIL

L'Administration commente le nouveau dispositif d'abattement spécial en faveur des boutiques et magasins situés hors d'un ensemble commercial et dont la surface principale est inférieure à 400 m².

[Lire la suite...](#)



ADOPTION PAR LE CONSEIL DE L'UE DE NOUVELLES RÈGLES SUR L'ARGENT LIQUIDE ENTRANT OU SORTANT DE L'UNION EUROPÉENNE



Le Conseil de l'UE a adopté le 2 octobre 2018 un règlement qui vise à améliorer les contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou en sortant. [Lire la suite...](#)

REDÉFINITION ET DÉLIMITATION DE CERTAINES ZONES TOURISTIQUES INTERNATIONALES À PARIS DÉROGEANT AU REPOS DOMINICAL

Deux zones touristiques internationales permettant aux établissements de vente au détail de déroger au repos dominical viennent d'être redéfinies à Paris par deux arrêtés du 23 août 2018, à effet à compter du 25 août 2018. [Lire la suite...](#)



SUPPRESSION DE LA COTISATION SALARIALE D'ASSURANCE CHÔMAGE À COMPTER DU 1ER OCTOBRE 2018



Au titre des périodes courant à compter du 1er octobre 2018, la cotisation salariale d'assurance chômage due sur les rémunérations versées aux salariés, qui avait été abaissée à 0,95 % au 1er janvier 2018, est supprimée. [Lire la suite...](#)

DÉSIGNATION DES JURIDICTIONS COMPÉTENTES EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Réformé par la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle du 18 novembre 2016, le contentieux de la sécurité sociale évolue à compter du 1er janvier 2019. [Lire la suite...](#)



DERNIÈRES PRÉCISIONS SUR LES IMPACTS « PAIE » DE LA MISE EN ŒUVRE DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE DE L'IR



Plusieurs précisions ont été apportées par les sites dsn.info.fr et net-entreprises.fr sur la mise en œuvre du prélèvement à la source de l'IR (PAS), dont la phase de préfiguration a débuté en septembre pour les employeurs volontaires. [Lire la suite...](#)

La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a été officiellement publiée au Journal officiel du 6 septembre 2018. Elle entreprend de remanier et de rénover plusieurs volets importants en matière sociale, après les réformes de la représentation du personnel et de la négociation collective issues de la récente loi Travail. [Lire la suite...](#)



RENFORCEMENT DES MOYENS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL



La loi Avenir professionnel a entrepris d'affermir la lutte contre le travail illégal et l'une de ses manifestations : le travail dissimulé. [Lire la suite...](#)

CLARIFICATION LÉGALE DU RÉGIME DU CONGÉ DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE (VAE)

Tout en adaptant le congé de VAE aux prochaines évolutions du système de formation professionnelle, applicables à compter du 1er janvier 2019, la loi Avenir professionnel précise le régime juridique de ce congé [Lire la suite...](#)



REDÉFINITION DU CADRE DES ACTIONS DE FORMATION ET DES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES



Dans le cadre de la loi Avenir professionnel, le champ de la formation professionnelle a été redéfini et élargi notamment aux actions par l'apprentissage, à côté des actions de formation, du bilan de compétences et de la validation des acquis de l'expérience. [Lire la suite...](#)

SIMPLIFICATION DE LA PROCÉDURE DE RECONNAISSANCE DE LA QUALITÉ DE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ

La procédure de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé est simplifiée par un décret du 5 octobre 2018 qui améliore également l'information des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (OETH). [Lire la suite...](#)



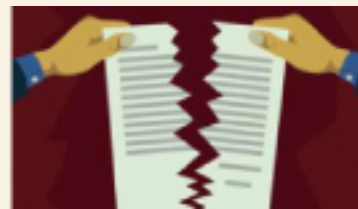
CLARIFICATION DES CONDITIONS DE RÉCUPÉRATION DES DONNÉES STOCKÉES PAR UN SERVICE DE COFFRE-FORT NUMÉRIQUE



Alors que les employeurs peuvent recourir au coffre-fort électronique, un décret du 5 octobre 2018 apporte des précisions sur les conditions de récupération des documents et données stockés par un service de coffre-fort numérique par un particulier, un professionnel ou une Administration. [Lire la suite...](#)

PRÉCISIONS SUR LE CONTENU DES BILANS DES RUPTURES D'UN COMMUN ACCORD À TRANSMETTRE PAR LES EMPLOYEURS À LA DIRECCTE

Le contenu du document d'information que l'employeur doit adresser à l'Administration sur les ruptures d'un commun accord prononcées dans ce cadre vient d'être fixé par un arrêté du 8 octobre 2018, dans deux annexes spécifiques. [Lire la suite...](#)



ADAPTATIONS RÉGLEMENTAIRES EN COHÉRENCE AVEC LA SIMPLIFICATION RÉCENTE DES DÉFINITIONS DES ASSIETTES DE COTISATIONS SOCIALES



Un décret du 27 septembre 2018 tire les conséquences de la récente redéfinition des assiettes de cotisations sociales faite par ordonnance et procède à la coordination de ces règles et renvois au niveau réglementaire. [Lire la suite...](#)

SUPPRESSION DE L'INDICATEUR DIRIGEANT « 050 » DU FICHER FIBEN

À compter du 1er janvier 2019, les dirigeants d'entreprise et les entrepreneurs individuels qui ont enregistré deux procédures de liquidation judiciaire au cours des cinq dernières années ne seront plus fichés sous l'indicateur « 050 » dans le fichier FIBEN de la Banque de France. [Lire la suite...](#)



Généralisation de l'obligation de télédéclaration et de télépaiement des prélèvements et retenues à la source sur les revenus mobiliers

Par un décret du 28 août 2018, l'Administration fixe la date d'entrée en vigueur de l'obligation de télédéclaration et de télépaiement des prélèvements forfaitaires, prélèvements sociaux et retenues à la source sur les revenus de capitaux mobiliers.

Source(s) : [D. n° 2018-756, 28 août 2018](#)

Locaux industriels : mise en ligne de 14 fiches d'exemples et de bonnes pratiques

L'Administration vient de mettre en ligne 14 fiches d'exemples et de bonnes pratiques en matière d'évaluation et de sécurisation de la qualification des locaux industriels.

Source(s) : [site impots.gouv.fr, 20 sept. 2018](#)

Taux maximum des intérêts admis en déduction du point de vue fiscal (4e trimestre 2018)

Selon nos calculs, le taux maximum des intérêts admis en déduction s'établit, pour les exercices de douze mois, à :

- 1,53 % pour les exercices clos entre le 30 septembre 2018 et le 30 octobre 2018 ;

- 1,52 % pour les exercices clos entre le 31 octobre 2018 et le 29 novembre 2018 ;

- 1,51 % pour les exercices clos entre le 30 novembre 2018 et le 30 décembre 2018.

Source(s) : [Avis 26 sept. 2018](#)

Maintien des avantages de prévoyance des cadres dans la perspective de la fusion AGIRC-ARRCO au 1er janvier 2019

L'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 sur la prévoyance des cadres visant à pérenniser la garantie décès, en contrepartie de la cotisation de 1,5 % versée par les employeurs et jusqu'alors prévue par la Convention AGIRC du 14 mars 1947, a été étendu et élargi par arrêté ministériel. Cet avantage sera ainsi maintenu à compter du 1er janvier 2019, date d'entrée en vigueur du nouveau régime unifié de retraite complémentaire AGIRC-ARRCO.

Source(s) : [ANI sur la prévoyance des cadres, 17 nov. 2017, étendu et élargi par A. 27 juill. 2018](#)

Revalorisation de la valeur de service des points AGIRC-ARRCO à compter du 1er novembre 2018

Les valeurs de point sont revalorisées de 0,6 % au 1er novembre 2018.

Sources(s) : [site agirc-arrco.fr, rubrique Actualités, 4 oct. 2018](#)

Publication d'avis du Comité de coordination du RCS

Le ministère de la Justice a publié plusieurs avis rendus par le Comité de coordination du RCS.

Sources(s) : Comité de coordination du RCS, [avis n° 2018-001, n° 2018-002, n° 2018-004 à n° 2018-008](#) et [n° 2018-010](#), 25 avr. et 18 juill. 2018

Indice des prix de détail du mois de juillet 2018

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3 % en un an.

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 14 août 2018](#)

Indice des prix de détail du mois d'août 2018

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3 % en un an.

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 13 sept. 2018](#)

Indice du coût de la construction du 2e trimestre 2018

Il s'établit pour le 2e trimestre 2018 à 1 699 (soit + 2,1 % par rapport au 2e trimestre 2017).

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 19 sept. 2018](#)

Indice des loyers commerciaux du 2e trimestre 2018

Il s'établit pour le 2e trimestre 2018 à 112,59 (soit + 2,4 % par rapport au 2e trimestre 2017).

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 19 sept. 2018](#)

Indice des loyers des activités tertiaires du 2e trimestre 2018

L'indice des loyers des activités tertiaires s'établit pour le 2e trimestre 2018 à 112,01 (soit + 1,9 % par rapport au 2e trimestre 2017).

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 19 sept. 2018](#)

Taux de l'usure applicables à compter du 4e trimestre 2018

Les taux de l'usure applicables à compter du 1er octobre 2018, établis sur la base des taux effectifs moyens pratiqués par les établissements de crédit au cours du 3e trimestre 2018, ont été publiés.

Sources(s) : [Avis 26 sept. 2018](#)

Indice des prix de détail du mois de septembre 2018

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,2 % en un an.

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 11 oct. 2018](#)

Indice de référence des loyers du 3e trimestre 2018

Il s'établit pour le 3e trimestre 2018 à 128,45 (soit + 1,57 % par rapport au 3e trimestre 2017).

Sources(s) : [Inf. Rap. INSEE, 11 oct. 2018](#)



Infos sectorielles

ARRÊTS DE TRAVAIL, ACCIDENTS DE TRAJET, MALADIES PROFESSIONNELLES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT : LES DONNÉES 2016

Basés sur des données fournies par la CNAM, l'IRIS-ST livre pour l'année 2016, les chiffres d'accidents du travail, de trajet et de maladies professionnelles dans l'artisanat du BTP. Ces données sont inédites car la CNAM fournit publiquement ces chiffres sur l'ensemble des entreprises, quelle que soit leur taille.

Source(s) : [site iris-st.org](#)

LA CAPEB PRÉSENTE LES INDICATEURS DU BÂTIMENT POUR LE 3ÈME TRIMESTRE 2018

Au 3ème trimestre 2018, la croissance dans l'artisanat du bâtiment ralentit en raison d'un essoufflement de la construction neuve (+ 4 % contre 6,5 % au 2ème trimestre 2018) et de la baisse du carnet de

commandes pour les travaux d'amélioration énergétique des logements (1 % contre 2,5 % au 3ème trimestre 2017). L'activité en entretien-amélioration affiche une croissance de 1,5 %. L'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés progresse (+ 1,2 % sur un an).

Source(s) : site.capeb.fr

DÉGRADATION DU CLIMAT CONJONCTUREL DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT EN OCTOBRE

Interrogés en octobre 2018, dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'Insee, les chefs d'entreprises artisanales du bâtiment sont nettement moins optimistes sur leur activité qu'en juillet dernier. « Les anticipations d'emplois sont moins favorables ». 49 % des artisans du bâtiment ont des difficultés de recrutement.

Source(s) : site.insee.fr

- 3,5 % POUR LE MARCHÉ DU MEUBLE EN AOÛT 2018

Le marché du meuble affiche une baisse de - 3,5 % en août 2018 par rapport au même mois de l'année précédente. L'évolution du marché sur les 8 premiers mois est en recul de - 2,3 %.

Source(s) : site.ipea.fr

FILIÈRE BOIS : - 10,7 % DE SOLDE COMMERCIAL EN JUIN 2018

Le solde commercial de la filière bois se dégrade : - 10,7 % sur les 12 derniers mois (juillet 2017-juin 2018). Pour les meubles et les sièges en bois, le déficit se creuse de 8 % avec une baisse des exportations de 1,2 % et une hausse des importations de 5,5 %. Pour les produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie, le solde commercial se dégrade de 5,8 %.

Source(s) : site.agrest.agriculture.gouv.fr

CHIFFRES CLÉS DE LA FILIÈRE AMEUBLEMENT EN 2017

Le secteur comprend 9 252 entreprises (dont 8 794 TPE) employant 46 610 salariés et générant 7,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires production. Les PME et ETI (5 % des entreprises) représentent plus de 80 % des emplois salariés et chiffres d'affaires production. 43 % des effectifs sont concentrés dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est et Pays-de-la-Loire. 90 % de CDI sont signés dans le secteur de l'ameublement. Les artisans représentent 3,4 % des circuits de distribution. Plus de 70 % des exportations sont réalisées en Europe.

Source(s) : site.ameublement.com

COIFFURE : 85 492 ÉTABLISSEMENTS ET 184 065 ACTIFS EN 2017

En 2017, la coiffure compte 85 492 établissements occupant 184 065 actifs, dont 114 456 salariés. 75 % des établissements exercent leur activité en salon et 10 % des salons sont sous franchise ou licence. Plus de la moitié des salons n'emploient aucun salarié, l'effectif moyen des établissements employeurs étant de 2,38 (hors alternants). On dénombre 17 610 apprentis et 3 047 contrats de professionnalisation. En 2016, on a dénombré 7 261 immatriculations. Le secteur réalise un chiffre d'affaires de 5,8 Mds€.

Source(s) : site.unec.fr

COIFFURE : RALENTISSEMENT DE LA BAISSÉ DE FRÉQUENTATION DANS LES SALONS

Selon les données recueillies par Kantar Worldpanel auprès d'un panel de 35 000 individus représentatifs de la population française de 15 ans et plus (dont 18 000 femmes pour les données des salons de coiffure), 60 000 femmes de moins ont fréquenté les salons de coiffure en cumul à mi-juin 2018, par rapport à la même période en 2017. Leur ticket moyen s'élève à 43,82 € (+ 0,08 €). En moyenne, les femmes effectuent 4,4 visites par an (soit le même nombre qu'à la même période en 2017).

Source(s) : *La baisse de la fréquentation ralentit dans les salons / Dupuy Anaïs .- in : Coiffure de Paris, n° 1249, 01/09/2018, 1p.*

COIFFURE : L'AIDE COIFF'PRO INDÉPENDANTS POUR L'ACQUISITION DE MATÉRIEL ERGONOMIQUE

Une aide financière est mise en place par la Sécurité Sociale des Indépendants jusqu'au 31 juillet 2019 pour participer au financement de matériel ergonomique pour les coiffeurs indépendants sans salarié, afin de limiter les troubles musculo-squelettiques.

Source(s) : site.aides-entreprises.fr

DES AIDES ACCORDÉES AUX ALTERNANTS DE LA COIFFURE

Les institutions de la coiffure accompagnent les alternants du secteur de la coiffure à travers différents dispositifs :

- « une démarche Ecoute Conseil Orientation (ECO) »
- « une aide financière individuelle, ponctuelle et à titre exceptionnel pour le logement »
- « un service gratuit pour trouver son premier emploi » : <https://www.coiffure-emploi.fr/>

Source(s) : site.unec.fr

ENTRETIEN ET RÉPARATION AUTOMOBILE : PIÈCES ISSUES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Un arrêté du 8 octobre 2018 définit les modalités d'information du consommateur sur les prix et les conditions dans lesquelles le professionnel peut lui proposer d'opter pour des pièces issues de l'économie circulaire à la place de pièces neuves, lors de la réparation ou l'entretien de son véhicule automobile. "

Source(s) : A.8oct.2018

SECTEUR DES SERVICES DE L'AUTOMOBILE ET DE LA MOBILITÉ : DONNÉES NATIONALES ET RÉGIONALES 2017

En 2017, le secteur des services de l'automobile et de la mobilité compte 131 707 entreprises : 128 898 ont moins de 20 salariés et 125 770 ont moins de 10 salariés. Le secteur compte 500 000 actifs occupés (indépendants et salariés). À la rentrée 2017, 58 450 jeunes étaient en formation. 40,3 % sont en apprentissage.

Source(s) : site.observatoire.anfa-auto.fr

GARAGISTE ET CARROSSIER : L'AIDE AUTO'PRO INDÉPENDANTS POUR L'ACQUISITION DE MATÉRIEL ADAPTÉ

Une aide financière est mise en place par la Sécurité Sociale des Indépendants jusqu'au 31 juillet 2019 pour participer au financement de matériel adapté, récent et plus pratique pour les garagistes et carrossiers indépendants sans salarié, afin de limiter les troubles musculo-squelettiques, le risque de chutes de plain pied et de hauteur ou encore le risque chimique.

Source(s) : aides-entreprises.fr

MARCHÉ DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET PARTICULIERS NEUFS

On note un dynamisme du marché des véhicules électriques en 2017 avec une augmentation des ventes de 26,6 % par rapport à 2016. La baisse des ventes de véhicules diesel se poursuit (47,1 % contre 52,1 % en 2016) mais la moyenne des émissions CO2 des véhicules neufs vendus en France augmente en raison de l'augmentation de la part des ventes des véhicules essence et de l'essor des véhicules « tout-terrain » (principalement des SUV).

Source(s) : [site ademe.fr](http://site.ademe.fr), [communiqué de presse, 4 oct. 2018](#)

ENTREPRISES DU PAYSAGE : LA CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ SE CONFIRME AU 1ER SEMESTRE 2018

Le chiffre d'affaires des entreprises du paysage est en nette progression pour cette période : + 5,5 % par rapport à la même période en 2017. Le marché des particuliers maintient son dynamisme, avec + 6 % au 1er trimestre et + 5 % au 2ème trimestre 2018. Du côté des marchés publics, on enregistre une forte hausse, avec + 11 % au 1er trimestre et + 3 % au 2ème trimestre.

Source(s) : [site lesentreprisesdupaysage.fr](http://site.lesentreprisesdupaysage.fr)

14 741 ENTREPRISES DE FLEURISTES EN 2017

Selon les données du Groupe Klesia, on compte 14 741 entreprises « Activités Fleuristes » en 2017 en France, dont 38 % concentrées dans les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France. En moyenne, on compte une entité "Fleuriste" pour 4360 habitants. La structure juridique la plus fréquente est l'entreprise en nom personnel (47 %), devant la SARL (43 %) et l'EURL (10 %).

Source(s) : *Focus sur les entreprises « Activités Fleuristes »* .- in : *Fleurs de France*, n° 322, 01/10/2018, 4p.

BAISSE IMPORTANTE DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS CARNÉS : -12 % EN 10 ANS !

Les résultats de l'enquête Comportements et consommations alimentaires en France (CCAF) du Crédoc montrent qu'en 10 ans, la consommation de produits carnés a régressé de 12 %, alors que l'image de la viande demeure très positive, notamment en ce qui concerne la viande bovine. 47 % des Français estiment cependant qu'il s'agit d'un aliment dont on consomme actuellement une quantité trop importante, 31 % le jugeant néfaste pour l'environnement.

Source(s) : *Les nouvelles générations transforment la consommation de viande/Sauvage Eléna, Tavoularis Gabriel* .- in : *Consommation et modes de vie*, n° 300, 01/09/2018, 4p.

CHIFFRE D'AFFAIRES HABILLEMENT ET PRODUCTION TEXTILE IFM : JANVIER-JUIN 2018

L'indice rapide de chiffre d'affaires de l'IFM (Institut Français de la Mode) pour la période janvier-juin 2018 fait état d'une hausse de 0,8 % de la production du secteur textile. Le tissage et la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques affichent les résultats les plus élevés (respectivement + 9,9 % et + 7,8 %). Les industries de l'habillement ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 5,1 % sur un an.

Source(s) : [site ifm-paris.com](http://site.ifm-paris.com)

FILIÈRE CUIR : LES CHIFFRES D'AFFAIRES DE LA TANNERIE-MÉGISSERIE ET DE LA MAROQUINERIE PROGRESSENT AU 1ER SEMESTRE 2018

La note de conjoncture de la filière cuir pour les 6 premiers mois de l'année 2018 fait état d'une baisse du chiffre d'affaires du secteur de la chaussure (- 9,8 %) tandis que la tannerie-mégisserie et la filière maroquinerie affichent des résultats en hausse : + 2,5 % et + 5,7 % (par rapport à la période janvier-juin 2017).

Source(s) : [site conseilnationalducuir.org](http://site.conseilnationalducuir.org)

INDUSTRIE TEXTILE : 92 % DES UNITÉS LÉGALES SONT DES TPE

L'industrie textile française, qui regroupe les industries de l'habillement, de la fabrication textile, du cuir et de la chaussure, emploie 103 000 salariés et génère une valeur ajoutée de 5,2 Mds€ en 2015, ce qui représente 2,3 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière en France. Entre 1996 et 2015, elle a perdu les 2/3 de ses effectifs et 51 % de sa production.

Source(s) : [site insee.fr](http://site.insee.fr)

TRANSPORT ROUTIER : INFORMATIONS RELATIVES AU PERMIS DE CONDUIRE DES CONDUCTEURS

Un décret relatif à la sécurité routière est paru au Journal Officiel du 18 septembre 2018. Il met en oeuvre différentes décisions du CISR et définit « les conditions dans lesquelles les entreprises exerçant une activité de transport public routier de voyageurs ou de marchandises peuvent se voir communiquer les informations relatives à l'existence, la catégorie et la validité du permis de conduire des personnes qu'elles emploient comme conducteur de véhicule à moteur ».

Source(s) : [D. n° 2018-795, 17 septembre 2018](#)

ARCHITECTES : L'ORDONNANCE VISANT À FACILITER LA RÉALISATION DE PROJETS DE CONSTRUCTION ET À FAVORISER L'INNOVATION EST PUBLIÉE

Le texte définit les modalités selon lesquelles les maîtres d'ouvrage des opérations de construction de bâtiments peuvent être autorisés à déroger à certaines règles de construction lorsqu'ils apportent la preuve qu'ils parviennent, par les moyens qu'ils entendent mettre en œuvre, à des résultats équivalents à ceux découlant de l'application des règles auxquelles il est dérogé et que ces moyens présentent un caractère innovant, d'un point de vue technique ou architectural.

Source(s) : [Ord. n° 2018-937, 30 oct. 2018](#)

PROGRESSION DU REVENU MOYEN ANNUEL DES MÉDECINS LIBÉRAUX

Le revenu annuel moyen des professionnels a progressé de 1,0 % par an entre 2005 et 2014.

Source(s) : [site drees.solidarites-sante.gouv.fr](http://site.drees.solidarites-sante.gouv.fr)

NOTAIRES : L'INSTITUT NATIONAL DES FORMATIONS NOTARIALES DEVIENT, À COMPTER DU 1ER OCTOBRE 2018, L'ÉTABLISSEMENT NATIONAL DE FORMATION DE LA PROFESSION.

Il se substitue aux Centres de formation professionnelle de notaire (CFPN) et aux Instituts des métiers du notariat (IMN) qui disparaissent, au 1er octobre, en tant qu'entité juridique.

Source(s) : [site cnepn.fr](http://site.cnepn.fr)

AMÉLIORATION DE LA RÉPARTITION DES ORTHOPHONISTES SUR LE TERRITOIRE

Les modalités de mise en œuvre des contrats démographiques relatifs à l'amélioration de la répartition des professionnels sur le territoire sont publiées.

Source(s) : [Circulaire, 10 sept. 2018](#)



FCGA - Tous droits réservés - © FCGA 2009-2018
Mentions légales - Conception et réalisation : LCG CONCEPTS.